

Sauvegarde de l'emploi ou sauvegarde du profit des actionnaires ?

CCF dit être une société « inclusive », c'est-à-dire « qui inclue ». Ces belles paroles ne résistent pas aux faits :

Il y a 20 ans nous étions environ 1700 salariés. Années après années, et malgré les aides de l'état dont le fameux CICE (Crédit Emploi), les Dirigeants de notre entreprise n'ont eu de cesse de détruire nos emplois.

CLEAR CHANNEL FRANCE: ARRÊTONS LE MASSACRE!!!



Les salariés du service technique, qui comme leurs collègues ont tout donné pour que cette entreprise gagne des marchés et honore ces contrats, n'ont eu comme seule reconnaissance par cette nouvelle Direction que le projet « Eseis » visant à les externaliser vers une entreprise de sous-traitance à bas coût.

Puis est venu le temps de la **RCC**, cette mascarade pour se débarrasser des élus les plus investis afin de pouvoir ensuite faire tranquillement un plan de licenciement en dégradant le travail de ceux qui restent.

Aujourd'hui, c'est un **PSE** qui est envisagé. Malgré les aides des contribuables (chômage partiel, demande de prêt de l'état), Clear Channel n'en finit jamais de se débarrasser de ceux qui font et ont fait cette entreprise.

Même dans des villes stratégiques ou l'on vient de remporter des marchés grâce à l'investissement des salariés, CCF veut supprimer des emplois (exemple Caen où les salariés ont travaillé tous les samedis pendant 7 mois pour gagner l'appel d'offre). Pour quel remerciement ? dehoors ! (sic)

Pour justifier ces suppressions d'emplois on nous annonce une nouvelle organisation imaginée dans les bureaux feutrés de Boulogne, sans aucune concertation avec les acteurs du quotidien, et truffée d'incohérences, d'informations erronées, ou de non-sens totalement éloignés du terrain.

Par rapport à 2019, les prévisions en termes de chiffre d'affaire sont en hausse constante dès l'année prochaine et pour les 3 années suivantes. Selon la Direction le format papier serait aussi bien vendu sinon plus et le digital serait aussi en hausse. **Seuls les emplois diminuent. Chercher l'erreur.**

Summum du manque de respect et de considération : le plan annoncé propose de partir avec le minimum conventionnel, c'est-à-dire le plancher légal. Cette proposition est une insulte envers tous les salariés.

Ce qui est en jeu, c'est l'avenir de l'ensemble des salariés. On le voit bien, l'érosion de nos emplois est une stratégie de longue date et le Covid est un effet d'aubaine pour continuer sur cette ligne mortifère.

Comment peut-on honnêtement parler de « plan de sauvegarde de l'emploi » dans ces conditions ?
Comment peut-on justifier la suppression d'un emploi dans un « PSE » pour le donner à un sous-traitant ?
Comment peut-on supprimer 200 emplois quand les prévisions de C.A sont en hausse constante ?

Pour la CGT les conditions de cet énième plan sont inadmissibles. Pendant des années les actionnaires se sont goinfés, soi-disant en contre partie « du risque », sans jamais distribuer de participation aux salariés ; et à la première crise venue, on veut encore faire payer les travailleurs qui tous les jours font cette entreprise ?

Combien de temps encore allons-nous laisser des « pseudo-sachants » dilapider notre outil de travail ?

De l'argent il y en a dans les poches des actionnaires. **Clear Channel France est l'entité la plus rentable de toute l'Europe.** Pour eux c'est la poule aux œufs d'or, mais pour les salariés c'est dehoors ma poule !!!

Il est temps de se faire entendre. Nous appelons tous les salariés à se préparer. Il n'est pas question d'accepter ces conditions misérables, autant pour ceux qui quittent l'entreprise que pour ceux qui restent.